

BULLETIN FÉDÉRAL

Fédération

SANTÉ
ACTION SOCIALE



Infos actualités fédérales
sur site Internet : www.sante.cgt.fr
E-mail : com@sante.cgt.fr

NUMÉRO **2020/13**
Lundi 6 juillet 2020

POUR QUE LE JOUR D'APRÈS NE SOIT PAS PIRE QUE LE JOUR D'AVANT

Les négociations du Ségur de la santé, non seulement bloquent sur la question des rémunérations, mais oublient la revendication première qui est celle des effectifs.

La prise en charge des patients ne peut se limiter aux actes techniques, car les soignants doivent aussi écouter, expliquer et rassurer. Or, le temps manque trop souvent, car il faut toujours courir dans tous les sens du fait du manque de personnel. Dans les EHPAD en particulier, cette situation confine à la maltraitance, car comment accepter de ne disposer que de 8 minutes pour donner à manger à une personne dépendante, atteinte de la maladie d'Alzheimer.

Ce temps qui nous manque, ce sont des femmes et des hommes qu'il faut embaucher pour pouvoir améliorer la qualité de la prise en charge des patients et diminuer la pénibilité du travail des personnels.

Il faut donc sortir de la logique imposée depuis des années qui consiste à vouloir faire fonctionner nos établissements comme des entreprises de production de soins. Les soignants ne sont pas des opérateurs de production, mais sont là pour soulager la souffrance d'individus particuliers en prenant en compte la globalité de leurs besoins, tant physiques, que psychologiques et sociaux.

Nous avons donc besoin d'un plan de formation et d'embauches massives pour pouvoir assurer pleinement nos missions.

**TOUS ET TOUTES ENSEMBLE LE 14 JUILLET,
POUR LE RAPPELER AVEC FORCE AU MINISTRE DE LA SANTÉ
QUI SEMBLE L'AVOIR OUBLIÉ.**

SOMMAIRE

- ✓ Billet d'humeur p.2
- ✓ Tract USD Nord " 14 juillet 2020
Les HOSPITALIERS prennent la Bastille p.3
- ✓ Motion du 2 juillet 2020 p.4



N°2020/13 Lundi 6 juillet 2020

Fédération Santé
Action Sociale

263, rue de Paris - case 538 -
93515 Montreuil CEDEX

Directrice de Publication :
Amélie VASSIVIÈRE

Imprimé par nos soins
Périodicité : bimensuelle
N° commission paritaire : 0924 5 06 134



Billet d'humeur

Le nouveau Premier ministre, Jean Castex, n'est pas un inconnu dans le monde de la santé. Il a été responsable de la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins dans le ministère de Philippe Douste-Blazy et ensuite directeur de cabinet de Xavier Bertrand.

Son bilan est impressionnant : généralisation de la tarification à l'activité transformant les hôpitaux en entreprises productrices de soins, mise en avant de l'ambulatoire avec des fermetures massives de lits, préparation de la loi Bachelot qui a tué la démocratie à l'hôpital en concentrant tous les pouvoirs dans les mains du directeur. En résumé, il a mis en place une bonne partie des mesures qui ont conduit à la situation catastrophique que connaît aujourd'hui l'hôpital public et qui a provoqué la révolte des personnels.

Une de ses premières déclarations a été d'annoncer, vouloir boucler le Ségur de la santé avant la fin de la semaine qui suit sa nomination. Quel volontarisme ! N'en déplaise à ce monsieur, pour l'instant aucun des partenaires sociaux n'est satisfait de ce qui a été mis sur la table par le ministre de la Santé qui a été reconduit dans ses fonctions. À moins de débloquer enfin les milliards qui manquent pour augmenter les salaires et embaucher, son objectif paraît difficile à atteindre, sauf à passer en force. Si c'était son choix, ce serait un très mauvais début et cela confirmerait qu'il reste dans la droite ligne de ce qu'il a accompli sous les gouvernements Chirac et Sarkozy.

Les personnels de santé ne peuvent donc qu'être inquiets face à cet homme, technocrate qui a toujours appliqué avec zèle les réformes libérales des gouvernements qu'il a servis. Cependant, les urgentistes ont eu à traiter avec lui en 2005-2006 et le rapport de forces l'avait fait céder. Cet exemple ne peut que renforcer notre engagement à poursuivre la mobilisation, notamment le 14 juillet avec de multiples actions dont une grande manifestation à Paris de la République à la Bastille.

Christophe Prudhomme





14 juillet 2020

Les HOSPITALIERS prennent la Bastille

Rendez-vous 14h00 place de la République – Paris

Dans un contexte inédit dans le secteur de la santé et du social, jamais les personnels hospitaliers n'ont été autant en première ligne dans la gestion de la crise COVID-19.

Bien que cela soit notre travail, nous avons du faire à face à toutes les pénuries, à toutes les réorganisations, à toutes les disponibilités de planning, à toutes les contraintes et à toutes les peurs !

Après avoir, pour certain d'entres nous, touché la PRIME DE LA PEUR, notre quotidien ne revient pas la normale. Il nous faut aujourd'hui prendre en charge des malades plus lourds et plus nombreux car il faut rattraper le retard. L'été s'annonce difficile.

Alors que les personnels de santé ont été applaudis tous les soirs pendant 2 mois, le gouvernement a annoncé pendant la crise des revalorisations salariales pour les personnels des hôpitaux.

Il est vrai que la crise a rendu visible la pénibilité des professions hospitalières et la sous-rémunération des métiers du secteur de la santé. Par exemple, les infirmières françaises font partie des moins bien payées de tous les pays de l'OCDE (23^{ème} sur 33).

Rappelons que quelques semaines avant la crise covid-19, le gouvernement dans son projet de loi retraite retirait la reconnaissance de la pénibilité à tous les personnels de

santé, dans la continuité de retrait de la pénibilité des infirmières en 2010.

A la sortie du confinement, le gouvernement a lancé un « Ségur de la santé ». Celui-ci, annoncé pour augmenter la reconnaissance des personnels des Hôpitaux, contient aussi toute une série d'autres sujets qui vont de la simplification dans la gestion des hôpitaux, de nouvelles règles de financement et un nouveau rôle aux territoires.

Le « Ségur de la santé » s'achemine vers une restructuration massive de notre système de santé s'orientant vers un secteur public en complémentarité du secteur privé lucratif ! Cela est inadmissible.

En ce qui concerne les revalorisations salariales et de qualification, elles se font attendre !

Un mois après l'ouverture du Ségur, une revalorisation

générale de 80 puis de 130 euros pour les soignants et de 30 euros puis de 50 euros pour les autres personnels a été discuté le 1^{er} juillet, quelle manque de considération, quelle honte ! Ces augmentations comportent de très forte contrepartie comme la remise à plat des 35 heures, bien qu'existante sur le papier, elles ne seront plus appliquées avec la mise en place de l'annualisation du temps de travail et la possible contractualisation d'heures supplémentaires !



NOUS REVENDIQUONS

LE MAINTIEN DE NOTRE STATUT

Remise en cause la loi de transformation de la fonction publique et renforcée les droits des CCN

L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES,

300 euros net tout de suite pour tous, puis une revalorisation de nos qualifications

LA RECONNAISSANCE DE LA PÉNIBILITÉ DE NOS MÉTIERS

Suppression du projet de Loi retraite et ré-introduction de la pénibilité pour les Infirmières

SUPPRIMEZ SUPPRESSION DU LE SECTEUR MARCHAND DE LA SANTÉ

Renforcement de l'hôpital public comme le maillon essentiel de la prise en charge des soins hospitaliers

L'ABROGATION DE LA DETTE DES HOPITAUX

Les 30 milliards de dette doivent être annulées sans aucune contrainte et réorganisation

LA CREATION DE 300 000 EMPLOIS

100 000 emplois dans les Hôpitaux et 200 000 dans le secteur médico-social



MOTION DU 2 JUILLET 2020

Monsieur le ministre,

Les agent.e.s et les salarié.e.s de _____ sont indigné.e.s par le projet de protocole dit « Ségur de la santé ».

Il ne répond en rien aux revendications des tous les professionnels du public, du privé, du sanitaire, du social et du médico-social qui ont assuré la continuité de l'activité dans des conditions extrêmes pendant la crise COVID-19 en métropole et outre-mer.

Les agent.e.s et les salarié.e.s se sentent trahis par les promesses du Président de la République non-tenues. Le président des très riches capitalistes confirme l'essence de sa politique. Pour la Santé, le médico-social et le social des miettes, pour les possédants capitalistes des milliards !

NOUS EN TIRERONS LES CONSÉQUENCES !

Les agent.e.s et les salarié.e.s se sentent méprisés par des propositions aussi minimalistes. Le niveau de nos rémunérations et salaires ne correspond en rien à nos qualifications, à nos responsabilités, à notre incontestable utilité sociale.

Le projet de protocole d'accord ne propose que des miettes salariales avec des contreparties inacceptables en termes de réorganisations des services, de flexibilité toujours accrue et de destructions à venir des collectifs de travail, montrant que vous n'avez nullement tiré les leçons de la crise. Rien sur le recrutement d'effectifs pour le champ sanitaire, médico-social et social rattrapé par la débrouillardise des agent.e.s et salarié.e.s pendant cette crise.

Nous rejetons cette aumône, bien éloignée de nos profondes et légitimes attentes.

Nous ne sommes pas des « héros », nous ne voulons pas de médaille, mais des salaires dignes de la reconnaissance de nos qualifications.

Vous continuez à détruire le système de santé par vos réformes.

***La motion « 300 € pour toutes et tous, tout de suite »
est à envoyer massivement à l'adresse suivante :
segur@sante.gouv.fr et en copie à revendic@sante.cgt.fr***

Pour retrouver et télécharger la motion : <http://www.sante.cgt.fr/Segur-de-la-Sante-point-d-etape>

ou bien scanner ce QR code :

